

TERMES DE RÉFÉRENCE

RECRUTEMENT D'UN (E) EXPERT(E) FISCAL COURT TERME/FORMATION DES CADRES FISCAUX EN CONTRÔLE FISCAL DES STOCKS DES MARCHANDISES EN ENTREPRISE

Intitulé de la mission	Formation en contrôle des stocks des marchandises en Entreprise
Composante	Gestion fiscale
Pays bénéficiaire	Cameroun
Administration bénéficiaire	Direction Générale des Impôts du Cameroun
N° de l'activité	Note de cadrage activité n° 105.4

I. PRÉSENTATION DE LA PLATEFORME RÉGIONALE D'ASSISTANCE TECHNIQUE FORCE

FORCE est une plateforme régionale d'assistance technique chargée d'appuyer la préparation et la mise en œuvre des réformes des finances publiques en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale. Ce projet est financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et est mis en œuvre par Expertise France.

La plateforme intervient à la demande des administrations auprès des agences locales de l'AFD qui assure le relais entre le demandeur et la plateforme. L'équipe composée de 5 experts basés à Abidjan est mobilisable pour des missions ponctuelles ou perlées dans les domaines de la préparation et gestion budgétaire, la gestion comptable, la gestion de la dette et de la trésorerie, la gestion fiscale et douanière.

II. Contexte

Au cours des deux dernières années, l'économie camerounaise a évolué dans un environnement contrasté, marqué en 2024, par une croissance économique soutenue et maintenue autour de 3,5 % en portée par l'agriculture, les services ; tandis qu'en 2025, la croissance a légèrement ralenti à environ 3,1 %, en raison des incertitudes politiques postélectorales et des contraintes énergétiques persistantes.

À l'échelle régionale, le Cameroun demeure toujours la locomotive économique de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), représentant environ 40 % du PIB de la zone. Ses infrastructures portuaires (Douala, Kribi) jouent un rôle stratégique dans le transit des marchandises vers les pays enclavés (Tchad, RCA).

Sur le plan des finances publiques, la Direction Générale des Impôts (DGI) a poursuivi la modernisation de ses procédures, entre autres, la digitalisation des déclarations et le renforcement du contrôle fiscal.

La croissance des recettes fiscales entre 2024 et 2025 établie à près de 9 %, illustre une dynamique positive malgré le ralentissement de la croissance économique.

La Loi de Finances 2026 fixe un objectif de mobilisation des recettes à 3 600 milliards FCFA contre une réalisation établie à 3200 milliards FCFA en 2025. Cette hausse traduit une volonté de renforcer l'autonomie budgétaire certes, mais elle impose aussi une pression accrue, suggérant aux administrations financières (douanes et Impôts) à engager des réformes structurantes devant conduire à l'amélioration de la productivité en plus des mesures visant l'élargissement de l'assiette fiscale.

Pour relever ce grand défi, une des pistes privilégiées est le renforcement des capacités des cadres fiscaux, un levier essentiel favorisant la professionnalisation des agents, contribuant à l'accroissement durable des recettes pour une meilleure consolidation de la soutenabilité des finances publiques.

III. Justification de l'appui envisagé

En dépit de bonnes initiatives en cours (Déploiement de plateformes numériques de déclaration et de paiement en ligne, Intensification des contrôles fiscaux et lutte contre la fraude), la DGI du Cameroun demeure confrontée à des défis importants en matière de mobilisation des recettes, parmi les plus récurrents figurent : le secteur informel qui continue de saper les efforts de mobilisation, un contrôle fiscal non maîtrisé, conséquent d'une rapide évolution des pratiques de fraude non corrélée avec les méthodes de vérification adaptée.

Une bonne maîtrise des fondamentaux en contrôle des stocks de marchandises est essentielle, car elle garantit que les données comptables reflètent la réalité physique réduisant ainsi les écarts et les erreurs constatés. Les vérificateurs doivent s'assurer que les pratiques de gestion de stock respectent les normes comptables, fiscales et réglementaires pour renforcer la conformité des stocks.

IV. Objectifs et résultats attendus

Objectifs

La formation vise à renforcer les capacités des cadres fiscaux en les outillant pour conduire des vérifications plus précises et techniquement fondées. Elle contribue également à la sécurisation des recettes fiscales, dans la mesure où les anomalies liées aux stocks affectent directement l'impôt sur les bénéfices et la TVA. Par ailleurs, elle s'inscrit dans une démarche d'alignement avec les standards internationaux, qui intègrent désormais le contrôle des flux physiques et logistiques dans les pratiques de vérification. Enfin, elle répond à la nécessité d'exiger des entreprises la digitalisation de la gestion des stocks, dans un contexte où un nombre croissant d'entre elles recourent à des systèmes informatisés (ERP, solutions supply chain, inventaires automatisés).

Résultats attendus

- ✓ Une amélioration de la détection des fraudes liées aux inventaires et aux mouvements de marchandises.
- ✓ Un renforcement de la capacité d'analyse sectorielle (industrie, commerce, distribution).
- ✓ Une meilleure sécurisation de l'assiette fiscale et augmentation des recettes.
- ✓ Un développement d'une culture de contrôle moderne et proactive au sein de la DGI.

V. Contenu de la formation

Les principaux modules de formation qui peuvent être pris en compte incluent entre autres : (1) l'Introduction au contrôle fiscal des stocks (introduction et rôle des stocks dans l'entreprise, importance des stocks dans la détermination du résultat fiscal, cadre légal et réglementaire applicable ; (2) Typologie des stocks et traitement comptable (stocks de matières premières, produits en cours, produits finis, méthodes d'évaluation FIFO, LIFO, CUMP ; impact des méthodes d'évaluation sur le résultat fiscal ; (3) Obligations fiscales liées aux stocks (Inventaire physique et rapprochement comptable, Déclarations fiscales et annexes obligatoires, Traitement des écarts d'inventaire) ; (4) Techniques de contrôle fiscal appliquées aux stocks (Vérification de la cohérence entre comptabilité et inventaire ; Analyse des variations de stocks et ratios de rotation ; Détection des anomalies et fraudes possibles (sous-évaluation, surévaluation, dissimulation) ; (5) Risques fiscaux et sanctions (principaux motifs de redressement fiscal liés aux stocks) (6) Études de cas pratiques préparées par les cadres fiscaux).

VI. Profil de l'expert

Le spécialiste en contrôle des stocks de marchandises en entreprises est un professionnel chevronné, doté d'une solide expérience à l'interface entre la comptabilité, la fiscalité et la gestion opérationnelle des entreprises. Son rôle dépasse la simple transmission de connaissances : il incarne une autorité technique et pédagogique, capable d'accompagner la DGI du Cameroun dans la maîtrise des obligations fiscales liées aux stocks.

Qualifications requises :

- Diplôme supérieur en comptabilité, fiscalité ou audit (Master, Diplôme d'Expertise Comptable, ou équivalent).
- Certifications professionnelles en fiscalité et contrôle de gestion.
- Formation continue en droit fiscal et normes comptables internationales (IFRS, SYSCOHADA, etc.).
- Expérience professionnelle
- Plus de 10 ans d'expérience dans le domaine de l'audit fiscal et du contrôle des stocks.
- Interventions régulières auprès d'entreprises de divers secteurs (industrie, commerce, distribution, logistique).

- Participation d'au moins 10 ans aux missions de vérification fiscale et à des contentieux liés aux stocks.
- Maîtrise des méthodes d'évaluation des stocks (FIFO, LIFO, CUMP).
- Expertise dans l'analyse des écarts d'inventaire et leur traitement fiscal.
- Connaissance approfondie des obligations déclaratives et des sanctions fiscales.
- Capacité à identifier les risques de redressement et à proposer des solutions correctives.
- Utilisation d'outils numériques de gestion et de suivi des stocks serait un atout.
- Aptitude à vulgariser des concepts fiscaux complexes pour un public varié.
- Animation interactive de séminaires, ateliers pratiques et études de cas.

VII. Données de la mission

Nombre de jours de mission	15 jours
Tâches de l'expert	<ul style="list-style-type: none">• Concevoir et animer des modules adaptés au besoin de la DGI• Préparer des études de cas pour renforcer les connaissances• Préparer un guide pratique sur le contrôle fiscal des stocks• Faciliter la dissémination des meilleures pratiques à travers des séances organisées en groupes de travail• Assurer un suivi rapproché des cas pratiques préparés par les experts pays• Préparer un rapport de formation
Activités	Animation-formation en interaction avec l'experte résidente
Population cible	Une trentaine (30) d'inspecteurs – vérificateurs, y compris les chefs de brigades de vérification
Déroulement de la mission	4 jours de préparation 5 jours de formation 3 jours Rédaction du guide pratique de contrôle de stocks 3 jours rédaction rapport Total 15 jours
Dates de la mission	22 au 26 juin 2026
Livrables au nombre de 3	<ul style="list-style-type: none">• Rédaction des modules de formation (PPT)• Rédaction d'un guide pratique sur le contrôle fiscal des stocks• Rapport de mission